

LA PROPAGATION DE LA GRIPPE A CONTINUE

39 décès et 633 confirmés

Un nouveau décès lié à la grippe A/H1N1 a été enregistré. Le dernier bilan du ministère de la Santé fait état de 39 décès et 633 cas confirmés. 631 000 nouvelles doses de vaccin ont été réceptionnées. 1,31 million de doses se trouvent au niveau des laboratoires d'analyses et attendent d'être certifiées.

Salima Akkouche –Alger (Le Soir) - Saison hivernale, absence du vaccin. Il semblerait que toutes les conditions sont réunies pour favoriser l'accélération du virus de la grippe A/H1N1.

Un autre nouveau décès vient de s'ajouter à la liste. Il s'agit d'une femme âgée de 23 ans résidant à Arzew,

hospitalisée dans un état comateux, précédé d'un syndrome grippal, précise un communiqué du ministère de la Santé.

Avec 39 décès et 633 cas de grippe A/H1N1, sur 8 000 cas probables, confirmés jeudi dernier, le bilan s'est alourdi. Depuis l'apparition du premier cas de syndrome

de la grippe A en juin dernier, le bilan ne cesse de s'alourdir. Cette tendance à la hausse s'est accélérée en novembre dernier et, depuis, des décès sont enregistrés presque chaque jour.

Le département de Barkat ne cesse de rappeler, depuis, que son département a pris toutes les mesures nécessaires pour faire face à la situation. Mais le constat est tout autre. Saïd Barkat a annoncé, jeudi dernier, lors de son passage devant la commission de la santé de l'APN, que l'Algérie a récep-

tionné un autre lot de 631 000 doses de vaccin contre la grippe porcine. Notre pays dispose donc actuellement de 1,31 million de doses, sur un quota de 20 millions commandé. Cependant, ce lot attend toujours le certificat de conformité pour sa mise sur le marché.

Reconnaissant lui-même que les analyses se font, d'une manière générale, dans une période qui dure entre 14 et 21 jours, le ministre de la Santé a déclaré que «les laboratoires ont le droit de prendre le temps

qu'ils jugent utile pour libérer le vaccin et, partant, de lancer la campagne de vaccination. Nul n'a le droit de s'immiscer dans les prérogatives des laboratoires scientifiques lorsqu'ils analysent un produit, y compris les politiques».

Annoncée au cours de cette semaine, le lancement de la campagne de vaccination qui doit se dérouler dans près de 8 000 centres, selon l'ordre de priorité établi, tient tout le monde en haleine. Une responsabilité qui semble mettre beau-

coup de pression sur les laboratoires d'analyses, à voir le temps qu'ils prennent pour décider de la conformité du vaccin. Reste à savoir si le personnel médical et paramédical acceptera de se vacciner après tant de confusion.

Dans l'ordre de priorité, les femmes enceintes arrivent en deuxième position. Et bien que l'adjuvant du vaccin leur soit déconseillé, au département de Barkat, l'on s'entête à soutenir le contraire.

S. A.

LA CROISSANCE RESTE ENCORE MOLLE

Le Cnes appelle à développer une économie d'offre

La croissance économique reste encore molle selon le Cnes qui appelle à développer une réelle économie d'offre et «passer à autre chose».

Chérif Bennaceur –Alger (Le Soir) - Mitigée a été l'appréciation de la conjoncture économique et sociale durant les deux années écoulées, formulée jeudi par le Conseil national économique et social (Cnes).

Certes une croissance économique a été réalisée en 2008 et en 2009, évaluée respectivement à 3% du produit intérieur brut (6,1% hors hydrocarbures) et à 3,8% (11% hors hydrocarbures), mais une croissance tirée encore par la dépense publique et favorisée par la conjoncture pétrolière avec une certaine relance dans les secteurs industriels et agricoles. Néanmoins, une croissance qui «est là» mais

qui est encore «molle», «évanescence», selon le président du Cnes, Mohamed Seghir Babès. En présence du ministre des Finances, Karim Djoudi, le président du conseil a estimé qu'un «rattrapage historique» mais «pas si évident» a été accompli, notamment en matière de développement humain et dans le domaine infrastructurel, malgré des avis divergents et quelques «dégâts collatéraux». Néanmoins, M. Babès a insisté sur la nécessité, la priorité, de développer une réelle économie d'offre, de production de biens et services et d'emplois de qualité. «Il faut passer à autre chose», dira le président du

Cnes, insistant sur le rôle crucial de l'Etat et constatant que «les plateformes sont là». Cela dans le contexte où un troisième programme quinquennal, estimé à 285 milliards de dollars dont 150 milliards de projets neufs, est lancé, les conditions financières le permettant dans une certaine mesure (les disponibilités du Fonds de régulation des recettes notamment). Voire qu'une croissance économique de l'ordre de 4% (5,5% hors hydrocarbures) soit envisagée pour 2010. Justement, comment développer cette économie d'offre, comment stimuler la création d'emplois de «plus en plus robustes, pérennes» et comment noircir la matrice

industrielle ? Il en sera certainement question, selon le président du Cnes, lors des travaux d'un comité ad hoc qui sera mis en place dans quelques jours et qui regroupera des représentants de la sphère bancaire et de la sphère réelle. Au-delà des chiffres présentés jeudi, les débats ont abordé plusieurs thèmes dont la situation probatoire du Système national de l'information statistique (SNIS). En dépit des efforts de l'Office national des statistiques (ONS) et de l'impulsion d'une stratégie de relance, la situation du SNIS reste marquée par une production de données insuffisante, incohérente et déconnectée de la réalité,

une faible interactivité des opérateurs économiques, notamment privés. Il a été également question de la nécessaire dépénalisation de l'acte de gestion pour les opérateurs publics soumis à une multitude de contrôles tatillons et contraints dans

leurs rapports avec les banques. De même, les débats ont abordé l'absence d'interactivité des opérateurs privés avec le processus d'élaboration d'une charte de la bonne gouvernance d'entreprise.

C. B.

CHÔMAGE

Le taux baissera à 11 %

Le taux de chômage global devrait baisser à 11 %, voire moins, de la population active. Soit un taux de l'ordre de 10,9 à 11% en 2009 contre 11,3% en 2008. En rappelant que la population occupée est de 9,146 millions de personnes et que la population en âge de travailler est estimée à 22,6 millions de personnes. C'est le constat du Cnes qui note la tendance à la baisse du chômage durant la décade écoulée (près de 30 % en 2000). Une baisse qui «s'explique essentiellement par les performances des activités hors hydrocarbures, dont le taux de croissance pourrait atteindre 11% selon les premières estimations du ministère des Finances, et par la poursuite des programmes de soutien à l'emploi initiés par l'Etat depuis 1990». Tout en constatant que 758 290 emplois ont été créés, des emplois essentiellement d'«attente» et estimés au nombre de 377 431, le Cnes relève néanmoins que le chômage des jeunes reste élevé, 25% des demandeurs d'emploi ayant moins 20 ans. En 2008, le taux de chômage des 20-24 ans était de 57%, celui des universitaires de 20% et celui des plus de 35% de 6%. A ce propos, le Cnes relève l'opacité dans l'accès à l'emploi stable et que la flexibilité de l'emploi est de plus en plus insuffisante et de moins en moins acceptée selon que le niveau d'instruction du chômeur soit élevé.

C. B.

PAIEMENT DES IMPORTATIONS

Le crédit documentaire n'est pas remis en cause

L'utilisation obligatoire du crédit documentaire pour le paiement des importations n'est pas remise en cause. C'est ce que le ministre des Finances, Karim Djoudi, a confirmé, jeudi, en marge de la présentation de la conjoncture économique et sociale pour 2008 et 2009. Revenant sur la réunion, tenue la veille avec des représentants de l'establishment bancaire et entrepreneurial, Karim Djoudi a indiqué que les deux parties ont discuté des moyens de faciliter cette opération, notamment en termes de modalités de réception des demandes, de coûts des opérations, des délais et concernant la trésorerie. Soit permettre aux importateurs de bénéficier de coûts de procédure bancaire moindres à charge cependant de ne pas faire confirmer au préalable leurs lettres de crédits par leurs fournisseurs. Des actions ont été proposées, selon Karim Djoudi, et seront examinées dans le cadre d'un comité mis en place sous l'égide du Premier ministre. En signalant, selon le grand argentier du pays, que les importations, en dehors des biens d'équipement, ont baissé de 13% de janvier à novembre 2009 grâce aux mesures prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire pour 2009.

C. B.

ALLIANCE ASSURANCE

Près de 3 milliards de dinars de chiffre d'affaires

La compagnie d'assurances privée Alliance Assurance prévoit de clôturer l'année 2009 avec un chiffre d'affaires de 2,85 milliards de dinars. Un résultat supérieur aux prévisions pour 2009, initialement fixées à 2,20 milliards de dinars. Une augmentation qui confirme, selon un communiqué de la compagnie, «une tendance à la hausse déjà vérifiée en 2008 lorsque les prévisions de 1,4 milliard de dinars avaient été largement dépassées pour atteindre 1,67 milliard de dinars».

C. B.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Les Algériens se marient beaucoup

Une forte évolution du nombre de mariages est constatée par le Cnes. L'institution consultative note que ce nombre a progressé, entre 1998 et 2008, de 158 000 unions à 331 190 en 2008. En 2009, l'on relève une croissance de 5 à 6000 mariages nouveaux. En notant que le prochain rapport national sur le développement humain devrait aborder la question de la parité de genre selon le président du Cnes.

C. B.

PREMIER SALON NATIONAL DE LA MICRO-ACTIVITÉ

Une tribune pour redynamiser l'activité

L'office Riadh El-Feth a ouvert ses portes aux jeunes chômeurs et aux personnes vulnérables ayant bénéficié de micro-crédits pour la création de micro-activités, pour exposer et commercialiser leurs créations.

Inauguré jeudi dernier par le ministre de la Solidarité, Djamel Ould-Abbès, le premier Salon de la micro-activité offre une tribune aux jeunes ayant bénéficié de micro-crédits sous l'égide de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), ou alors de projets dans le cadre des dispositifs gérés par l'Agence de développement social (ADS).

Et ce, pour leur permettre de faire connaître leurs créations, mais aussi pour faciliter leur commercialisation. Selon le ministre de la Solidarité, il est important de garantir un marché aux produits issus de ces activités, afin que ces entreprises ne finissent par disparaître faute de ne pas avoir trouvé preneur quant à leurs produits. Cette manifestation permettrait également, selon le

ministre, la vulgarisation du dispositif du micro-crédit et des dispositifs d'emploi. Et de préciser que ces jeunes ont beaucoup d'énergie, disposent d'un grand potentiel et ne demandent qu'à être aidés.

«Nous avons pu constater le potentiel de nos jeunes à Khartoum ; nous avons décidé de mettre en place un programme pour les aider», a assuré Ould-Abbès.

En marge de ce Salon, une convention tripartite de coopération a été signée entre la Direction générale de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) et le Centre national de formation professionnelle pour handicapés moteurs.

Cette convention devrait permettre l'insertion professionnelle des handicapés moteurs et leur accompagnement dans la création d'activités.

Selon le directeur de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, son institution s'est engagée, dans le cadre de cette convention, à prendre en charge

par la formation les personnes désignées par le Centre national de formation professionnelle pour handicapés moteurs. Pour sa part, le Centre national de formation professionnelle pour handicapés moteurs désignera, parmi son personnel spécialisé, les employés qui bénéficieront de la formation assurée par la Direction générale de l'Administration pénitentiaire.

Quant à l'Angem, son rôle consistera à prendre en charge les stagiaires sortants du centre et désireux de mettre en œuvre des projets selon les conditions de qualification requises par ce dispositif. Ils sont près de 200 promoteurs issus des 48 wilayas à prendre part à ce premier Salon.

Le public aura jusqu'à demain pour découvrir plusieurs créations, notamment dans les domaines de la tapisserie, des bijoux traditionnels, de la pâtisserie, de la couture traditionnelle et de la poterie.

Soulignons que 52 % des prêts accordés sont destinés aux femmes.

S. A.